



Numéro 242, 4 février 2013

Forums internationaux

L'agenda climat du sommet de Davos

Plus de 2 500 entreprises, organisations, gouvernements et autres parties prenantes influentes se sont réunis à Davos, en Suisse, pour le Forum économique mondial qui s'est tenu du 23 au 27 janvier 2013.

Le sujet des changements climatiques est revenu fréquemment au premier plan lors du Forum économique mondial au cours des dix dernières réunions. Cette année, cette thématique représentait approximativement 15 % de l'ensemble du programme.

Le regain d'intérêt pour les défis de l'économie verte s'explique en partie par la hausse des risques environnementaux et l'augmentation des coûts des dommages pour les investisseurs et les entreprises. En effet, selon le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), les objectifs actuels de réduction des émissions conduiront à un réchauffement moyen de la planète de 4 °C ; ce qui serait « dévastateur » et entraînerait une forte incertitude et de nouveaux risques imprévisibles selon le nouveau président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim.

Selon les assureurs, aux États-Unis, les pertes de l'industrie de l'assurance liées aux conditions météorologiques étaient de 3 milliards de dollars par an dans les années 1980. Elles s'élèveront désormais à environ 20 milliards de dollars par an d'ici la fin de la décennie.

Pour les investisseurs, l'enjeu du climat reste difficile à évaluer. Le prix des quotas de carbone européens a chuté en dessous de 3 euros la tonne cette semaine, ce qui incite peu l'industrie à changer de comportement. Les analystes estiment que les prix doivent se situer entre 20 et 50 euros pour encourager les investissements dans les technologies propres.

Pour en savoir plus :

<http://www.rtcc.org/davos-2013-time-to-save-the-global-carbon-markets/>

<http://www.pbs.org/newshour/rundown/2013/01/finding-the-economic-environmental-win-win-in-davos.html>

<http://www.iol.co.za/scitech/science/environment/climate-change-is-back-on-the-agenda-at-last-1.1457076#.UQbrVOjfhH>

<http://www.rtcc.org/davos-2013-four-simple-environmental-ideas-to-consider/>

<http://www.independent.co.uk/news/business/news/davos-call-for-14trn-greening--of-global-economy-8460994.html>

<http://www.reuters.com/article/2013/01/25/us-davos-climate-idUSBRE90O0LB20130125>

Nouvelles du marché du carbone

Un système de plafonnement et d'échange aux États-Unis?

Dans son discours inaugural, le président Barack Obama a déclaré que si les États-Unis ne répondent pas à la menace des changements climatiques, ce sera comme « trahir nos enfants et les générations futures ». Toutefois, le porte-parole de la Maison-Blanche Jay Carney a, dès le lendemain de ce discours, atténué les attentes et les espoirs de voir les États-Unis prendre un virage audacieux dans la lutte contre les changements climatiques.

M. Carney a précisé qu'« en matière de changements climatiques, le président s'appuiera sur les progrès qui ont été réalisés dans son premier mandat ». Cette affirmation suggère que la Maison-Blanche élargira sa stratégie actuelle pour réglementer et réduire les émissions de carbone, sans pour autant prendre de nouvelles mesures.

Dirk Forrister, ancien conseiller sur le climat de Bill Clinton, qui est aujourd'hui à la tête de l'International Emissions Trading Association (IETA), demande au gouvernement d'explorer les options de marché pour réduire les émissions de GES. En effet, alors que les négociations sur un système national de plafonnement et d'échange des émissions ont avorté au Congrès en avril 2010, le lancement en novembre 2012 de l'initiative régionale du marché du carbone en Californie, dans le cadre de la Western Climate Initiative (WCI), laisse présager que l'établissement d'un système national de plafonnement et d'échange reste possible.

Un grand nombre de démocrates ont également exhorté le président Barack Obama d'utiliser ses pouvoirs étendus pour réduire les émissions de carbone. Ils proposent notamment de passer par l'entremise des agences fédérales pour travailler efficacement sur l'enjeu des changements climatiques tout en évitant l'inaction du Congrès. Les démocrates considèrent que les forces du marché pourraient avoir un effet plus grand sur les émissions de carbone que l'adoption de politiques dans les prochaines années. « Quand il s'agit de carbone, le

marché a effectivement réalisé beaucoup de progrès, là où l'on s'attendait à ce qu'une politique soit mise en œuvre », a déclaré Nikos Tsafos, analyste chez PFC Energy à Washington.

Pour en savoir plus :

<http://www.rtcc.org/clinton-climate-advisor-calls-on-obama-to-cap-and-trade/>

<http://www.pointcarbon.com/news/reutersnews/1.2149460>

<http://www.pointcarbon.com/news/reutersnews/1.2152482>

<http://www.faiobserver.com/article/why-global-carbon-market-coming-sooner-you-think>

Nouvelles du MDP

Du MDP vers une politique nationale de gestion des déchets au Ghana

À Accra, au Ghana, la transformation des déchets en compost végétal par la société Zoomlion Ghana constitue le premier projet du Mécanisme de Développement Propre (MDP) visant à réduire les émissions de GES dans le pays.

Grâce au succès du projet, cette société a récemment obtenu un nouveau terrain dans la région d'Ashanti Bosumtwi pour commencer la construction d'un second centre de tri et de compostage qui desservira le secteur nord du Ghana. Ce second centre devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année 2013.

L'usine transformera les déchets organiques en engrais pour la production agricole. Le projet de gestion intégrée des déchets des ménages permettra ainsi de trier les déchets plastiques, les aliments et les déchets organiques, en vue de l'amélioration de leur réutilisation, de leur recyclage, de leur traitement et de l'élimination finale des différents composants.

Le coordonnateur du projet, le Dr Moïse Mensah, a déclaré que le but ultime est d'examiner la possibilité de mettre en place un système de gestion intégrée des déchets partout au pays.

Pour en savoir plus :

<http://www.modernghana.com/sports/440109/2/ghanas-urban-solid-waste-gets-value-addition.html>

<http://cdm.unfccc.int/Projects/DB/JCI1320034196.72/view>

Le Conseil exécutif du MDP s'est réuni pour façonner l'avenir du MDP

Le Conseil exécutif du MDP s'est réuni à Bonn, en Allemagne, pour discuter des suggestions recueillies auprès des parties prenantes sur l'extension de son rôle. Le but de cette réunion

était d'assurer un avenir au MDP confronté aux nouvelles initiatives de réduction des émissions de carbone et à la baisse drastique de la demande.

Une des questions clés était de savoir si les pays en développement qui ont des projets de MDP sur leur territoire peuvent être autorisés à utiliser leurs Unités certifiées de réduction des émissions (URCE) pour atteindre leurs propres objectifs volontaires de réduction des émissions.

Une présentation du groupe industriel du Forum des développeurs de projets a démontré que donner l'accès au MDP à tous les pays permettrait « d'accroître la demande d'URCE et d'accroître les investissements dans les projets de MDP », tout en veillant à ce que les pays utilisent des compensations intégrées pour l'environnement pour atteindre leurs objectifs.

La Chine, qui représente plus de 60 % de toutes les URCE délivrées, développe ses propres marchés du carbone régionaux. Les analystes estiment que si le pays devait utiliser toutes les compensations qu'elle génère pour répondre à ses propres objectifs, l'approvisionnement international de compensations carbone pourrait être réduit d'environ 2 milliards d'ici 2020, ce qui pourrait permettre de rehausser le prix des URCE.

En effet, les URCE ont perdu environ 95 % de leur valeur au cours des 18 derniers mois, car la demande en crédits compensatoires du système communautaire d'échange de quotas de l'Union européenne, la principale source de demande, a chuté à cause de la récession tandis que l'offre a grimpé en flèche.

Pour en savoir plus :

<http://www.pointcarbon.com/news/1.2157027>

<http://www.dehst.de/SharedDocs/Kurzmeldungen/EN/CDM-discussion-paper.html>

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Un rapport publié par Sindicatum Ressources durables voit le MDP comme l'instrument le plus approprié pour répondre à la demande de crédits dans tout système d'échange des émissions du monde. Par exemple, les marchés émergents chinois du carbone pourraient accueillir jusqu'à 600 millions d'URCE d'ici 2020, selon le rapport. Voir www.sindicatum.com
- Les concepts, enjeux et opportunités des niveaux de référence standardisés dans les PMA sont discutés sur www.jiko-bmu.de
- Le secrétariat de la CCNUCC a mis à jour la foire aux questions sur le MDP pour apporter des précisions concernant le fonctionnement du MDP au cours de la période d'engagement du Protocole de Kyoto deuxième, voir www.cdm.unfccc.int

- Le résumé du side event du Groupe de haut niveau sur le dialogue stratégique du MDP est disponible, voir www.mmechanisms.org

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 4 février 2013)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 4,8 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015 et 7,6 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement : 546 (4 604 896 tCO₂-éq./an)
- Projets enregistrés : 6095 (2,19 milliards de tCO₂éq./an et 4,09 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015), dont 439 dans des pays membres et observateurs de l'OIF :
 - Afrique : 2 au Cameroun, 4 en Côte d'Ivoire, 13 en Égypte, 1 au Ghana, 3 à Madagascar, 1 au Mali, 2 à Maurice, 8 au Maroc, 2 en République Démocratique du Congo, 4 au Rwanda, 4 au Sénégal, 4 en Tunisie
 - Amérique latine : 10 en République dominicaine, 11 en Uruguay
 - Asie- Pacifique : 8 au Cambodge, 4 au Laos, 97 en Thaïlande, 214 au Vietnam
 - Europe et Asie centrale : 3 en Albanie, 3 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 6 en Arménie, 1 en Bosnie-Herzégovine, 9 à Chypre, 5 en Géorgie, 4 en Moldavie, 5 en Serbie
 - Moyen-Orient : 10 aux Émirats Arabes Unis et 1 au Qatar
- Programmes d'activités : 85 enregistrés, 5 programmes en cours de validation
- URCE émises pour les MDP: 1 198 712 094
- URCE émises pour les PoA : 48 810
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 112 approuvées (21 consolidées) dont 2 pour les grands projets Bois/Reboisement (1 consolidée)
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 89 approuvées dont 2 pour les petits projets Bois/Reboisement
- Prix de l'URCE : 0,24 € (Spot) et 0,43 € (décembre 2013)
- AND (Autorité nationale désignée) notifiées : 160 dont 128 situées dans les en pays non visés à l' Annexe I

- 41 EOD (Entité opérationnelle désignée) accréditées
- Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF
- 38 pays n'ont pas d'Autorité nationale désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et 14 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

Les événements à venir

- 2013, Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau
- 4 au 6 février 2013, Accra (Ghana), Atelier de lancement du Partenariat mondial sur les sols dans l'Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale
- 4 au 8 février, Bonn (Allemagne), 63e réunion du Panel d'accréditation du MDP
- 18 au 22 février 2013, Nairobi (Kenya), 27e réunion du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement
- 28 février 2013, New York (États-Unis), 1re réunion du Groupe de travail ouvert chargé d'élaborer les Objectifs du développement durable (ODD)

Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IFDD dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Carbone (<http://www.ecoressources.com/carbone>) pour le compte de l'IFDD.

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org